

Pour ce qui concerne le Projet de Loi contre la prostitution, je trouve qu'on avait beaucoup mieux à faire par les temps qui courent. Je me retrouve complètement sur la même position qu'Elisabeth Badinter et en particulier lorsqu'elle dit que l'Etat n'a pas à légiférer sur l'activité sexuelle des individus, à dire ce qui est bien ou mal.

Où commence et où finit la prostitution ? Combien de femmes ou d'hommes par exemple sont en couple pour l'argent ? Personne ne songe à aller y voir. Et puis on ne parle jamais de la prostitution masculine. Il y a aussi une misère sexuelle féminine et des femmes qui font appel à des prostitués. Il n'est plus alors question de domination masculine dénoncée par les auteurs de la loi.

Je pense que l'Etat a le devoir de légiférer pour combattre par tous les moyens le proxénétisme et toute forme de violence. Par contre, cette loi ne va rien résoudre et déplacera le problème. Il y a beaucoup mieux à faire actuellement et ce problème devrait être abordé avec beaucoup plus de discernement que sur la base de dogmes moralistes et de notions du bien et du mal.

Comme Elisabeth Badinter, comme Médecins du Monde, comme Act Up, comme les parlementaires Christophe Cavard (député), Yvon Collin (sénateur), Pierre-Yves Collombat (sénateur), Patrice Gélard (sénateur), Joël Giraud (député), Sylvie Goy-Chavent (sénatrice), Jean-Yves Leconte (sénateur), Noël Mamère (député), Eric Straumann (député), Esther Benbassa (sénatrice) et Sergio Coronado (député), comme Jack Lang, Antoine, Catherine Deneuve, Charles Aznavour, Mireille Darc, Thomas Dutronc, Jacques Higelin, Alain Souchon, Florence Arthaud, Maud Fontenoy, Hugues Aufray, Louis Bertignac, Julie Depardieu, Line Renaud, comme Frédéric Beigbeder, Ivan Rioufol, Eric Zemmour, Basile de Koch, Nicolas Bedos, Marc Cohen, je trouve que ce Projet de Loi est démagogique.

Je crois qu'aujourd'hui les français attendent que les députés et le Gouvernement s'occupent du niveau de vie, de l'emploi, des conditions de travail, de l'avenir des jeunes, du niveau des retraites, de la solidarité nationale, et que tout cela doit être une priorité et une urgence nationale.

Je ne voterai donc pas cette loi, c'est un positionnement personnel, réfléchi, parce que quand on est député, on n'est pas forcément aux ordres du parti, on est aussi à l'écoute de la population.